

Résolution présentée par la délégation des Pays-Bas

Thème Agenda 2030 pour le développement durable

Concerne Le respect des engagements environnementaux

L'Assemblée Générale,

- Alarmée par la situation actuelle de certains pays menacés de disparaître du fait de la montée des eaux, et appelant les nations à reconnaître l'ampleur du défi que représente ce phénomène,
- Constatant avec effroi et préoccupation l'inaction de certains États vis-à-vis de leurs engagements en matière de changement climatique et observant que ces promesses non-tenues participent considérablement au dérèglement du fonctionnement naturel de notre planète,
- Indignée du non-respect d'un des objectifs primordiaux de l'accord de Paris de 2015 de « limiter l'augmentation de la température à 1.5 degré Celsius au-dessus des niveaux préindustriels », ce seuil a été dépassé de 0,14 degrés Celsius dans l'espace de 12 mois, d'août 2023 à août 2024,
- Félicitant les efforts des pays tels que le Costa Rica, l'Islande, la Norvège, l'Uruguay, le Paraguay et tant d'autres nations pour leur engagement actif dans la protection de l'environnement, notamment par l'utilisation massive des énergies renouvelables,
- Décide de proposer la création d'une commission internationale ICESC (International Clean Energy Supervision Committee), financée par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ainsi que par des dons de divers pays afin de superviser le respect des engagements des États,
- Précise que cette commission sera principalement constituée de pays directement concernés par l'élévation du niveau de la mer afin de garantir une représentation adéquate des pays les plus vulnérables ;
- que cette commission aura la capacité de taxer les États ne respectant pas leurs engagements en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, ainsi que les pays ne tenant pas leurs promesses environnementales ;
 - que les taxes contribueront au financement de la commission internationale ;
 - que la taxation sera proportionnelle aux excédents d'émissions de gaz à effet de serre par rapport aux engagements pris par chaque pays et relative au PIB de celui-ci.

Le texte français fait foi